

# LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

**Sommaire** - **2 RÉSULTATS** • Les résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2012 - **4 REPÈRES** • Agenda • Vie de l'action et recommandations sur l'action Société Générale • L'année du Comité Consultatif des Actionnaires - **5 STRATÉGIE** • Engagés auprès des PME dans leur développement - **6 CONJONCTURE** • États-Unis: des ajustements restent à venir - **8 INNOVATION & RSE** • Quelle stratégie RSE pour le Groupe? • Société Générale - Pacte PME: se développer ensemble



Frédéric Oudéa,  
Président-Directeur général

## Édito

Cher actionnaire,

Dans un contexte économique durablement perturbé, le groupe Société Générale a franchi une nouvelle étape très significative dans son processus de transformation, marquée en particulier par la réussite du plan d'adaptation de la Banque de Financement et d'Investissement et l'engagement du programme de cessions d'activités. Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 856 millions d'euros au troisième trimestre et à 2823 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année, traduisant les bonnes performances des métiers et leur capacité à générer

du capital dans un environnement difficile. Après prise en compte des éléments non récurrents, non économiques et des actifs gérés en extinction, le résultat net part du Groupe comptable s'élève à 85 millions d'euros sur le trimestre et atteint 1 250 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année.

Les Réseaux France continuent de financer l'économie (progression de 3,2 % des crédits). Ils présentent des résultats solides, s'appuyant sur une stricte maîtrise de leurs frais de gestion et du coût du risque. Les Réseaux Internationaux confirment la résilience de leur modèle diversifié. Tandis que les pays d'Europe centrale et orientale connaissent une croissance faible, les premiers effets de la transformation du Groupe se font sentir en Russie. L'activité dans le Bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne continue sa croissance. Les résultats du pôle Services Financiers Spécialisés et Assurances sont toujours satisfaisants, soutenus par la forte progression des métiers d'Assurance et l'amélioration de la rentabilité des métiers des Services Financiers Spécialisés.

**+** LIRE LA SUITE PAGE 2

## CHIFFRES CLÉS

3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2012

**6,2 Md EUR** (+ 8,7 % vs T3-11)  
PRODUIT NET BANCAIRE<sup>(a)</sup>

**- 2,8 %\*** vs T3-11

POURSUITE DE LA BAISSSE DES FRAIS DE GESTION

**897 M EUR** (- 4 points de base<sup>(b)</sup> vs T2-12)  
COÛT DU RISQUE MAÎTRISE

**856 M EUR**  
RÉSULTAT NET PART  
DU GROUPE SOUS-JACENT<sup>(a)</sup>

**85 M EUR**  
RÉSULTAT NET PART  
DU GROUPE COMPTABLE

9 MOIS 2012

**10,3 %<sup>(c)</sup>** RATIO CORE TIER 1  
(+ 125 points de base)  
PROGRESSION SIGNIFICATIVE

**1,39 EUR**  
BÉNÉFICE NET PAR ACTION <sup>(d)</sup>

(a) Hors éléments non économiques ou non récurrents et actifs gérés en extinction.

(b) Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec, sur actifs début de période.

(c) Selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD 3).

(d) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et TSDI.

\* à périmètre et taux de change constants.

0 800 850 820

(APPEL GRATUIT  
DEPUIS UN POSTE FIXE  
EN FRANCE)

www.societegenerale.com  
Twitter: @SocieteGenerale

societegenerale@relations-actionnaires.com

Société Générale DEVL/INV  
Relations actionnaires individuels  
75886 Paris cedex 18

DEVELOPPONS ENSEMBLE  
L'ESPRIT D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Édito (suite)

# LES RÉSULTATS

La Banque de Financement et d'Investissement affiche globalement une bonne performance, bénéficiant d'un environnement de marché plus favorable après les décisions de la BCE. Enfin, les activités de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs poursuivent avec succès leurs initiatives de réduction de coûts dans un environnement peu porteur.

La dynamique de transformation engagée depuis 2010 se poursuit, en particulier les efforts de maîtrise des frais de gestion, de réduction du profil de risque et d'optimisation du portefeuille d'actifs du Groupe. Le programme de cessions de crédits de la Banque de Financement et d'Investissement est achevé. Le portefeuille d'actifs gérés en extinction a été réduit de près des deux tiers depuis fin juin 2011. Le Groupe a annoncé la signature d'accords en vue de la cession de certaines filiales et participations, dont Geniki, sa filiale de banque de détail en Grèce, et TCW, sa filiale de gestion d'actifs aux États-Unis. Au total, le Groupe continue de renforcer sa solidité financière, avec un ratio Core Tier 1 Bâle 2.5 qui atteint 10,3 % à fin septembre 2012, en nette progression au cours des neuf premiers mois de l'année.

Le Groupe reste mobilisé au service de ses clients et confiant dans sa capacité à faire face aux défis complexes posés par un environnement économique dégradé en zone euro et par les nouvelles exigences réglementaires. La solidité de nos métiers associée à nos efforts de transformation et à la réduction de notre profil de risque nous permet de confirmer notre capacité à atteindre notre objectif de ratio Core Tier 1 en capital réglementaire Bâle 3, compris entre 9 et 9,5 % à fin 2013. S'appuyant sur les atouts et le potentiel de son modèle diversifié, le Groupe continue de bâtir pour le futur une des banques universelles de référence de la zone euro.

Je vous remercie pour votre confiance renouvelée tout au long de cette période de transformation.

**Frédéric Oudéa,**  
Président-Directeur général



**Au troisième trimestre, les métiers du Groupe prouvent une nouvelle fois leur résilience et leur capacité à générer durablement du capital.**

## Réseaux FRANCE

Les Réseaux France présentent une activité commerciale satisfaisante dans un environnement macroéconomique toujours dégradé. Ils restent pleinement engagés auprès de leurs clients et continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets, comme en témoigne la progression des encours de crédits de + 3,2 % : les encours de crédits aux entreprises progressent de + 3,8 % et les encours de crédits aux particuliers de + 2,4 %, tirés par les crédits immobiliers (+ 3,0 %), dont la production se stabilise.

Dans un contexte de concurrence toujours vive sur la collecte des dépôts, les encours de dépôts bilanciaux progressent de + 5,6 %. Ainsi, la collecte reste dynamique sur le marché des particuliers (+ 5,9 %) et est en reprise sur le marché des entreprises (+ 2,1 %).

Le ratio crédits sur dépôts s'améliore de 2 points à 123 % vs 125 % au T2-12.

La collecte nette d'assurance-vie s'élève à + 179 M EUR en 2012, dans un marché national en décollecte de - 5,1 Md EUR sur les neufs premiers mois de l'année.

## Réseaux INTERNATIONAUX

Les résultats des Réseaux Internationaux confirment la résilience de leur modèle diversifié, malgré le ralentissement économique en Europe centrale et orientale. Les performances commerciales sont solides avec une progression des encours dans les principales zones (encours de crédits + 5,5 %\*, encours de dépôts + 1,0 %\* - hors Geniki). Le ratio crédits sur dépôts reste équilibré, à 101 % à fin septembre 2012.

En **Russie**, les réalisations du trimestre sont encourageantes et le plan de transformation de l'entité progresse. En **République tchèque**, Komerční Banca maintient un bon niveau d'activité commerciale. En **Roumanie**, les encours de crédit progressent tant auprès de la clientèle des particuliers que des entreprises. Dans les autres pays d'**Europe centrale et orientale** hors Grèce, la forte collecte de dépôts se poursuit. Le Groupe a annoncé le 19 octobre 2012 la signature d'un accord pour la cession de sa filiale grecque Geniki à Piraeus Bank, qui devrait se conclure fin 2012.

Dans le **Bassin méditerranéen**, le développement du fonds de commerce reste dynamique avec un réseau qui croît de 71 agences en un an.

En **Afrique Sub-saharienne**, la croissance des encours de crédits reste soutenue, tirée par la forte progression des crédits à la clientèle de particuliers. Le réseau se densifie avec l'ouverture de 27 nouvelles agences, dont 7 ce trimestre.

## Banque de financement et D'INVESTISSEMENT

La Banque de Financement et d'Investissement poursuit son adaptation vers un modèle de type « Origination – Distribution », centré sur les clients et avec un profil de risque plus faible.

Les annonces de la BCE et de la Réserve Fédérale américaine au cours de l'été ont rassuré les investisseurs et entraîné une amélioration des conditions de marché et des volumes. Dans ce contexte la ligne métier affiche des revenus en hausse significative (+ 35,5 %).

Les activités Actions affichent des revenus en hausse de + 21,8 %<sup>(1)</sup>. Le trimestre a été marqué par une bonne activité commerciale, notamment sur les produits structurés en Asie, et un regain d'intérêt pour les marchés actions en septembre.

Les activités Taux, Changes et Matières premières voient leurs revenus multipliés par quatre. Cette performance a été tirée par les activités de taux et de crédit, qui ont bénéficié

# DU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2012

de la hausse des volumes d'émission et d'une bonne activité commerciale.

Les revenus des métiers de Financement et Conseil sont en baisse de - 10,6 %<sup>(1)</sup>, après retraitement de la décote nette sur les crédits cédés. Les activités de financements structurés, notamment ressources naturelles et infrastructures, affichent une performance solide. Les activités de marchés de capitaux présentent des résultats contrastés avec une très bonne performance des émissions obligataires, alors que les émissions d'actions ont souffert de volumes toujours faibles.

La contribution aux revenus des actifs gérés en extinction est de - 94 M EUR. La politique de réduction de ce portefeuille s'est poursuivie avec une baisse des encours de - 2,4 Md EUR en nominal.

## Services financiers spécialisés ET ASSURANCES

Les **Services financiers spécialisés et Assurances** affichent de solides résultats avec une contribution historique au résultat net part du Groupe.

Le métier de **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules** poursuit la croissance maîtrisée de son parc automobile avec près de 936 000 véhicules à fin septembre 2012 (+ 4,1 %<sup>(1)</sup> vs fin septembre 2011).

La production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de - 11,5 %\* (hors affacturage). Les marges à la production se maintiennent néanmoins à un niveau satisfaisant.

En **Crédit à la consommation**, la production est en léger retrait (- 2,4 %\*) malgré la poursuite de la bonne dynamique de l'activité de financement automobile (+ 8,8 %\*).

La bonne performance de l'activité **Assurances** se poursuit. En assurance-vie, la collecte nette est positive de 0,3 Md EUR. Les activités d'assurance-prévoyance et d'assurance-dommages confirment leur dynamisme.

## Gestion d'actifs ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

### Banque privée

La ligne métier enregistre une collecte positive de 0,3 Md EUR. Les actifs gérés s'élèvent à 88 Md EUR à fin septembre 2012, en progression de + 3,9 % vs fin décembre 2011.

### Gestion d'actifs

La cession de TCW à Carlyle Group et au management de TCW a été annoncée en août 2012.



Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients et continuent à soutenir activement l'économie.



Les revenus de la ligne métier sont en progression de 11,0 %\*, à 91 M EUR, bénéficiant d'un bon niveau de commissions de performance chez TCW. La contribution d'Amundi aux résultats de la ligne métier est de 26 M EUR sur le trimestre.

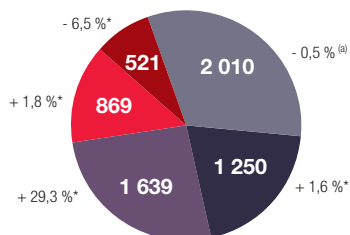
### Services aux investisseurs (SGSS), Courtage (Newedge)

Les actifs administrés des activités **Services aux investisseurs** progressent de + 8,5 % à 448 Md EUR et les actifs en conservation de + 1 % à 3350 Md EUR vs fin décembre 2011. Dans un environnement de marché durablement difficile et manquant de volatilité, l'activité Courtage consolide sa part de marché à 12 %.

## Hors PÔLES

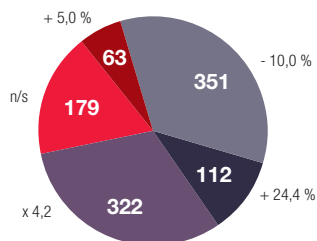
Le Hors Pôles intègre en particulier : la dépréciation des écarts d'acquisition et des gains ou pertes nets sur actifs destinés à être cédés, pour - 235 M EUR (- 92 M EUR sur TCW et - 130 M EUR sur Geniki), la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, pour - 389 M EUR.

Contribution des métiers au Produit Net Bancaire au T3-12



■ Réseaux France ■ Réseaux Internationaux  
■ Services financiers spécialisés et Assurances  
en Md EUR / % vs T3-11

Contribution des métiers au Résultat Net Part du Groupe au T3-12



■ Réseaux France ■ Réseaux Internationaux  
■ Banque de financement et d'investissement  
■ Services financiers spécialisés et Assurances  
■ Gestion d'actifs et services aux investisseurs

\* À données constantes

(a) Hors PEL/CEL

(1) À isopérimètre

NB : Tous les pourcentages de variation sont calculés sur base T3-12 versus T3-11. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

## L'ANNÉE DU COMITÉ CONSULTATIF DES ACTIONNAIRES



© Véronique Vétrenne

### Renouvellement partiel des membres

Société Générale a procédé en juillet dernier au renouvellement partiel des membres de son Comité Consultatif des Actionnaires (CCA). Quatre nouveaux membres ont ainsi rejoint le comité : Monique Peruchon, Stéphanie Leclerc, Nathalie Lemonnier et Jacques Bouchard. Le Groupe tient à remercier Jean-Louis Baduel, Armand Bongrain, Marie Paule Vangelder et Elisabeth Delanoue, les quatre membres sortants, pour le travail qu'ils ont accompli.

### Les travaux du CCA en 2012

Le CCA s'est réuni en avril 2012 sous la présidence de Bernardo Sanchez Incera, Directeur général délégué et en octobre dernier sous la présidence de Frédéric Oudéa, Président-Directeur général.

Les membres du CCA ont validé les évolutions apportées au dispositif de communication dédié aux actionnaires, en particulier la refonte de la rubrique Actionnaire du site Internet de Société Générale et le lancement de la Newsletter du Club. Ils ont également été sollicités afin de juger la pertinence d'une dématérialisation de certains supports de communication, telle que La Lettre de l'Actionnaire, et de la mise en place d'une communication destinée aux actionnaires sur les réseaux sociaux.

## Agenda

**23/24 novembre 2012**

Salon Actionaria à Paris

**26 novembre 2012**

Réunion actionnaires à Aix-en-Provence

**13 février 2013**

Publication des résultats  
du 4<sup>e</sup> trimestre et de l'année 2012

**7 mai 2013**

Publication des résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2013

**22 mai 2013**

Assemblée générale

### Le CCA en bref

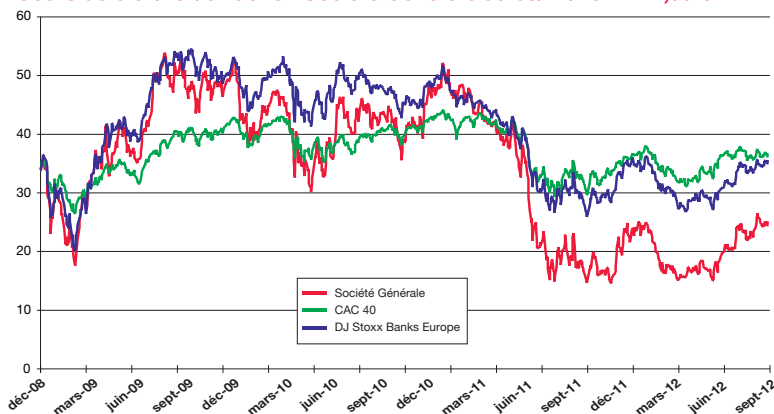
**14** membres

**2** réunions par an

Les missions du comité : formuler des avis et des propositions sur la stratégie de communication aux actionnaires individuels / exprimer les attentes des actionnaires.

## Vie de l'action

**Cours de clôture de l'action Société Générale au 08/11/2012: 24,99 €**



[www.societegenerale.com](http://www.societegenerale.com)

### Les recommandations DES ANALYSTES

**Consensus Bloomberg au 08/11/12: 38,2 % sont positives, 41,2 % neutres, 20,6 % négatives.**

**La moyenne des objectifs de cours s'établit à 25,98 €.**

Sélection d'opinions de marché et objectifs de cours de l'action Société Générale parmi les analyses les plus récentes:

Credit Suisse	→ Neutre	[08/11/2012 – 29,70 €]
Keefe, Bruyette & Woods	→ Surperformance	[08/11/2012 – 28,80 €]
Nomura	→ Alléger	[08/11/2012 – 26 €]
Oddo & Cie	→ Neutre	[05/11/2012 – 34 €]
Exane BNP Paribas	→ Surperformance	[05/11/2012 – 34 €]
Goldman Sachs	→ Neutre	[02/11/2012 – 29,70 €]
Deutsche Bank	→ Conserver	[30/10/2012 – 27 €]
CA Chevreux	→ Sousperformance	[22/10/2012 – 24 €]
Natixis	→ Achat	[22/10/2012 – 25 €]
HSBC	→ Neutre	[02/10/2012 – 26,30 €]

## Mid Cap Investment Banking (MCIB)

# ENGAGÉS AUPRÈS DES PME DANS LEUR DÉVELOPPEMENT

Conseil en fusion-acquisition, financement d'acquisition, augmentation de capital, introduction en Bourse... les PME comme les grands groupes ont des besoins spécifiques. Société Générale soutient leur développement avec MCIB. Entretien avec Vincent Tricon, Directeur de MCIB.

### En quoi l'accompagnement des PME est-il stratégique pour le Groupe ?

Le soutien des banques à l'économie passe plus que jamais par l'accompagnement du développement des PME. Celles-ci représentent les forces vives de notre économie, avec une part prépondérante de l'emploi du secteur privé et un poids important dans le chiffre d'affaires et les exportations des secteurs de l'industrie, du commerce et des services.

L'accompagnement des entreprises fait partie de l'ADN du Groupe, dont le nom d'origine était d'ailleurs « Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ». Les liens avec les PME sont donc anciens et étroits et les services que nous offrons tendent à les enrichir et à les renforcer.



Le soutien des banques à l'économie passe plus que jamais par l'accompagnement du développement des PME



### Que sont ces services spécifiques pour les PME proposés par MCIB ?

La vie d'une entreprise est rythmée par un certain nombre d'étapes clés. Ces étapes peuvent être par exemple une nouvelle phase de son développement, par croissance interne ou externe, l'optimisation ou le

renforcement de sa structure financière, la reconstitution de son actionariat voire sa transmission. Nous offrons aux PME, au travers de nos quatre métiers, un accompagnement lors de ces différentes phases de leur évolution stratégique et patrimoniale : ces métiers recouvrent le financement de la croissance, le conseil en fusion & acquisition, l'accès aux marchés de capitaux actions et dette, ou encore l'investissement en capital.

### Comment accompagnez-vous vos clients ?

Afin d'identifier et de répondre au mieux à l'ensemble des besoins de nos clients, nous travaillons en lien étroit avec le réseau d'agences, qui développe au quotidien la relation avec les entreprises, la Banque privée, qui prend en charge l'accompagnement des dirigeants et actionnaires, ou encore les départements de la Banque de financement et d'investissement dont l'offre complète les services que nous proposons. Nous constituons à notre niveau des équipes pluridisciplinaires capables de prodiguer le meilleur conseil aux entreprises sur les différentes facettes de leurs opérations stratégiques et patrimoniales et de s'engager à leur côté pour le financement de celles-ci.

### Vos conseils s'inscrivent dès lors dans la durée et la confiance...

Nous privilégions en effet la pérennité de la relation avec les entreprises, leurs dirigeants et leurs actionnaires. Les opérations que nous accompagnons sont souvent très structurantes. Elles sont parfois, pour les créateurs d'entreprise, l'opération d'une vie. Cela suppose une relation de



Vincent Tricon,  
Directeur de MCIB

confiance forte et une grande proximité. En capitalisant sur cette proximité et en offrant une large gamme de services de Banque de financement et d'investissement, nous disposons d'un positionnement unique sur le marché français, qui nous permet aujourd'hui d'occuper une place de leader sur nos métiers auprès de la clientèle des PME.

### EN CHIFFRES

75 collaborateurs  
au service des PME

100 opérations par an en accompagnement du développement stratégique des clients

100 M € investis au capital des PME

# ÉTATS-UNIS: DES AJUSTEMENTS RESTENT À VENIR

Les élections de novembre aux États-Unis offrent une bonne occasion de faire un point sur la situation économique du pays.



© Véronique Védrenne

## Clémentine Gallès

Responsable des Études Macro-Financières au sein du Département des Études Économiques de Société Générale

Après avoir été à l'épicentre de la crise économique et financière de 2007-2008, les États-Unis connaissent aujourd'hui une reprise un peu plus dynamique que la plupart des autres pays développés. Les États-Unis sont, avec l'Allemagne, parmi les seules économies développées où l'activité (mesurée par le volume du PIB) a retrouvé et même dépassée son niveau d'avant crise. Cependant, comparée aux reprises précédentes, la croissance des États-Unis reste molle, proche de 2 %, et insuffisante pour réduire significativement le chômage. Les reprises économiques qui font suite à des crises financières et à l'éclatement de bulles immobilières prennent notablement plus de temps et restent moins vigoureuses. L'ajustement nécessaire des bilans pèse. Dans le cas des États-Unis, c'est le

désendettement des ménages et la chute de la construction de logements qui empêche un redémarrage plus dynamique. Les effets pénalisants de cet ajustement ont jusqu'à présent été partiellement limités par un soutien sans faille du *policy-mix* (politique budgétaire et monétaire). En conséquence, les ménages ont amélioré leur bilan mais les déséquilibres macroéconomiques du pays – déficit public et déficit externe – ne se sont pas résorbés. Les ajustements pour rétablir un équilibre soutenable, notamment du côté des finances publiques, restent à faire, et les risques qui y sont associés sont encore élevés. Dans ce contexte, la Réserve fédérale (FED) continuerait de jouer un rôle essentiel dans cette phase de transition, en maintenant durablement des conditions monétaires les plus accommodantes possibles.

## Le désendettement des ménages se poursuit

Les ménages américains restaurent leur situation financière: la dette des ménages a diminué progressivement mais significativement, de près de 15 points de PIB depuis début 2009 (cf. graphique). Une part de cet ajustement résulte de l'éclatement de la bulle immobilière: la baisse des prix a provoqué la faillite de nombreux ménages vis-à-vis de leurs prêts hypothécaires, effaçant de fait une partie de leur dette. Ce phénomène est aujourd'hui en train de se résorber grâce à l'**embellie visible depuis plusieurs mois sur le marché immobilier**. Cette amélioration représente un soutien appréciable pour la confiance. Son impact resterait néanmoins limité sur la croissance globale, le poids

du secteur dans l'activité ayant nettement diminué depuis la crise.

L'autre part de l'amélioration de la situation financière des ménages américains s'explique par la remontée de leur taux d'épargne. Inférieur à 2 % du revenu disponible avant la crise, celui-ci a dépassé 6 % en 2008 et s'établit aujourd'hui à près de 4 %. En contrepartie, les ménages ont freiné leurs dépenses de consommation, expliquant la reprise modérée de l'activité aux États-Unis (la consommation des ménages y représente près de 70 % du PIB). En plus de son impact direct sur l'activité, cette situation de demande faible a par ailleurs pesé sur les décisions d'investir et d'embaucher des entreprises. **Le taux de chômage reste élevé**, à près de 8 %, soit toujours nettement supérieur aux niveaux observés avant la crise (plus proches d'une moyenne de 5 %) en dépit d'une baisse significative du taux d'activité de la population en âge de travailler. Changement notable pour le pays, le chômage de longue durée paraît s'installer, avec plus de 40 % des chômeurs qui sont dans une situation de recherche d'emploi depuis plus de 27 semaines (avant la crise, le nombre de chômeurs dans cette catégorie représentait moins de 20 %).

## Vers une évolution soutenable des finances publiques ?

Alors que le désendettement du secteur privé apparaît en très nette hausse depuis la crise, l'endettement public a continué de fortement progresser (cf. graphique, entre 2009 et 2012, la baisse de l'endettement privé

représente près de 25 points de PIB tandis que la hausse de la dette publique dépasse 20 points). Cette hausse de la dette publique est la conséquence des différents plans de soutien mis en place par le gouvernement depuis le début de la crise.

Depuis les premiers signes de redémarrage de l'activité, les États-Unis se retrouvent confrontés au même dilemme que les autres pays développés : comment restaurer les finances publiques sans mettre en place des programmes d'austérité trop marqués qui fragiliseraient la reprise ? Ce dilemme apparaît exacerbé aux États-Unis depuis l'apparition d'une « cohabitation » politique au Congrès début 2011, avec les Républicains majoritaires à la Chambre des Représentants alors que le Sénat reste dominé par les Démocrates. Cette cohabitation a rendu difficile toute décision budgétaire et a même certainement contribué à la polarisation des idées de politiques économiques. Les deux principaux partis sont en effet en faveur d'une réduction du déficit public, mais par des moyens différents : par une réduction des dépenses pour les Républicains, par une augmentation des impôts (notamment par une hausse de la fiscalité des plus hauts revenus) pour les Démocrates. Au final, les seuls accords possibles entre Démocrates et Républicains ont été de repousser les décisions à plus tard, afin d'attendre le résultat des élections de novembre, et une éventuelle majorité plus marquée pour l'un ou l'autre parti. Cependant certaines échéances arriveront avant la prise de fonction du nouveau gouvernement, qui ne sera effective qu'en février 2013 (cf. encadré

## ZOOM SUR LES ÉCHÉANCES BUDGÉTAIRES

**Le plafond de la dette fédérale** est fixé à 16 400 milliards de dollars. Or ce plafond serait atteint courant novembre ou en décembre de cette année. Grâce à l'utilisation d'outils de gestion de liquidité, le Trésor aurait néanmoins la possibilité de retarder de quelques semaines le besoin de nouvelles émissions et pourrait ainsi repousser au début d'année 2013 le besoin d'un vote au Congrès pour relever ce plafond de la dette.

La « **falaise budgétaire** » (« *fiscal cliff* ») regroupe un ensemble de mesures représentant 5 % du PIB qui expireraient automatiquement en décembre 2012 si aucun nouvel accord au Congrès n'était trouvé. Les principales mesures concernées sont :

- Les baisses d'impôts sur le revenu accordées en 2001 et 2003 par le Président Bush, et prolongées en 2010 dans le cadre du second plan de relance. Elles arrivent à échéance fin décembre 2012.
- La baisse temporaire des cotisations sociales (*payroll tax cuts*) accordée à l'occasion du plan de relance et prolongée en janvier dernier.
- La réforme de santé adoptée en 2010 (*Affordable Care Act*) prévoit la mise en place d'une taxe supplémentaire sur les gains en capital.

En plus de la fin de ces mesures, des coupes automatiques de dépenses sont prévues dans le cadre du *Budget Control Act*. En effet, l'échec du *Super Committee* de proposer un plan de consolidation budgétaire d'envergure suite au relèvement du plafond de la dette de l'été 2011 s'est transformé en une coupe automatique effective dès 2013.

sur les échéances budgétaires). Ainsi, en l'absence de vote du Congrès d'ici la fin de cette année, un resserrement budgétaire de l'ordre de 5 % du PIB interviendrait en 2013 (« falaise fiscale »), ce qui ne manquerait pas de faire rechuter l'économie en récession.

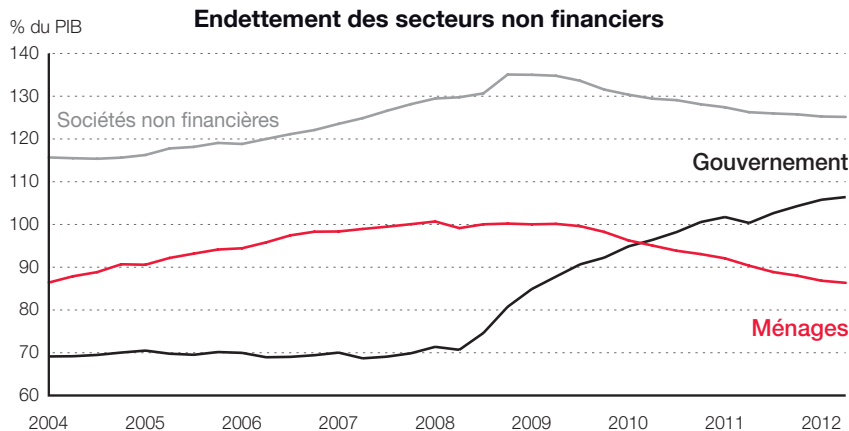
Le scénario le plus probable reste néanmoins celui dans lequel une partie des mesures du *fiscal cliff* serait prorogée (au moins temporairement) et le plafond de la dette relevé, écartant ainsi le risque d'une baisse abrupte de l'activité ainsi que d'un défaut technique de l'État fédéral. Mais au-delà de ces échéances qui font peser des risques à court terme, le nouveau Congrès aura la tâche de rassurer sur les perspectives

budgétaires de moyen terme, sans mettre en risque la reprise économique toujours fragile à court terme. L'ajustement nécessaire du budget fédéral représentera toutefois un frein durable à une activité plus dynamique.

## Un soutien sans faille de la Réserve fédérale

Depuis le début de la crise économique et financière, la Réserve fédérale (FED) a adapté ses outils de politique monétaire afin de soutenir autant que possible la reprise de l'activité. Elle a en effet baissé son taux directeur à près de zéro, soutenu le système bancaire en octroyant des liquidités, mené des opérations d'assouplissement quantitatif en achetant massivement des obligations du Trésor et des prêts immobiliers titrisés (MBS), et renforcé ses outils de communication en s'engageant durablement à maintenir sa politique accommodante.

L'action de la Réserve fédérale (FED) restera un soutien important pour permettre à l'économie américaine de poursuivre les ajustements toujours nécessaires, notamment du côté des finances publiques. Cependant, comme le souligne son gouverneur, « la politique monétaire n'est pas la panacée », signifiant que, même si elle sera un soutien appréciable, elle ne peut se substituer à de douloureux mais inévitables ajustements.



# RSE

## Quelle stratégie RSE pour le Groupe ?

Aujourd'hui, la responsabilité d'entreprise dans toutes ses dimensions – éthique, sociale, sociétale, environnementale, économique – fait partie intégrante de notre façon d'exercer nos métiers. Nous avons mis en pratique au sein du Groupe les principaux engagements nationaux et internationaux<sup>(1)</sup>, porteurs de principes précis et exigeants, et formalisés par un ensemble de directives qui se déclinent dans tout le Groupe.

Au cœur d'un environnement en pleine évolution, le Comité exécutif du Groupe a choisi de conforter son ambition d'ici à 2015 pour une croissance durable à travers cinq axes stratégiques :

1. la mise en œuvre d'une finance responsable;
2. le déploiement d'une offre bancaire solidaire et responsable;

3. le renforcement de notre démarche d'employeur responsable par la valorisation de la diversité et le développement de l'employabilité;

4. l'exemplarité dans la gestion de notre impact environnemental et de nos achats;

5. le renforcement de notre rôle au cœur de la société civile en favorisant l'implication des collaborateurs dans des actions de mécénat, en structurant le dialogue instauré avec les parties prenantes, en renforçant le pilotage de la RSE dans notre gouvernance et en communiquant davantage sur nos actions.

Nous les déclinons avec méthode dans tous nos métiers, afin que chaque entité ait conscience de l'impact de ses activités, puisse évaluer ses pratiques et travailler à leur évolution dans une démarche de progrès. Autrement dit, il n'y a pas de culture de la responsabilité sans culture de la preuve et de la transparence, vis-à-vis de



© Aurélien Chauvaud

nous-mêmes comme de l'ensemble de nos parties prenantes.

Ces initiatives permettront de conforter notre place parmi les meilleures banques mondiales pour leurs pratiques RSE et d'être ainsi la Banque de Référence de nos clients.

(1) Sept principes ont été adoptés par Société Générale, notamment les Principes de l'Équateur, les Principes Directeurs pour les Multinationales de l'OCDE, le Pacte Mondial, l'Initiative Financière pour l'environnement et le développement durable des Nations Unies, la Charte de la Diversité, le Carbon Disclosure Project.

## Innovation

### Société Générale – Pacte PME : se développer ensemble



© Eric Andras

Première banque signataire du Pacte PME en décembre 2007, Société Générale inscrit ce partenariat dans sa démarche de responsabilité sociale et environnementale et d'innovation.

Le Pacte PME est une association visant à favoriser l'émergence et le développement des entreprises françaises de taille intermédiaire. Impliqué depuis cinq ans aux côtés de l'association, Société Générale entend favoriser la collaboration avec les PME françaises, agiles et innovantes<sup>(1)</sup>. L'enjeu est de créer ensemble les produits et services de La Banque Relationnelle de demain.

En 2011, Société Générale a réalisé 30 % de ses achats auprès de PME, et près de 60 % auprès des PME et ETI<sup>(2)</sup>.

Une enquête menée auprès de fournisseurs PME, portant sur la qualité de leurs relations avec leurs clients grands comptes, a décerné à notre Groupe la deuxième meilleure note. Parmi les nombreuses

actions démontrant l'implication constante de la Banque en faveur des PME : l'organisation d'une dizaine de rencontres de partage sur des sujets opérationnels, la participation à des groupes de travail menés par l'association, ou la mise en valeur de succès collaboratifs en interne et en externe.

Ainsi, en 2011 et 2012, des PME telles que Yseop, Carbox et Maintenance Globale Façade ont témoigné de leur coopération avec Société Générale dans les médias nationaux.

(1) Petites et moyennes entreprises de moins de 250 personnes ayant un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros.

(2) Entreprises de taille intermédiaire entre 250 et 5 000 personnes ayant un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros.